

## CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET SOCIALE : LES INQUIÉTUDES DU PATRONAT POUR 2024

Conjoncture morose dans plusieurs secteurs, avec un bâtiment en berne, crainte de voir le gouvernement reculer sur la politique d'offre jusqu'alors favorable aux entreprises, colère devant la jurisprudence sur les arrêts de travail et irritation sur les difficultés à obtenir des titres de séjour pour les travailleurs étrangers : si l'on en croit l'audition, par le Sénat, des organisations d'employeurs (Medef, CPME, METI), les patrons n'ont pas le moral pour 2024.

Au Sénat, jeudi 9 novembre, plusieurs responsables d'organisations d'employeurs (Medef, CPME, METI) ont été auditionnés sur la façon dont ils envisagent l'année 2024 sur le plan économique et l'emploi, et sur l'impact des mesures budgétaires et sociales en cours d'adoption au Parlement. Devant les membres de la délégation des entreprises, ils étaient comme en terrain conquis. "Je ferai de la simplification le cheval de bataille de mon mandat de président de la délégation aux entreprises du Sénat", leur a promis d'emblée Olivier Rietmann, qui préside cette délégation.

Le sénateur LR de la Haute-Saône, qui va déposer prochainement une proposition de loi sur la "sobriété normative" reprenant les propositions de son [rapport récent](#) sur le sujet (1), s'engage également à "faire tout ce qu'il est possible pour pallier les carences abyssales des études d'impact dans les projets de loi qui nous sont soumis". Le sénateur veut ainsi "montrer au gouvernement qu'il est possible de mettre en œuvre des tests Pme " en sollicitant les organisations patronales pour "des évaluations chiffrées et fiables pour apprécier l'impact de certaines dispositions applicables aux entreprises".

## **Le Medef inquiet pour la croissance et l'emploi l'an prochain**

En dépit de ces paroles, la perspective de l'année 2024 inquiète Patrick Martin, le président du Medef (190 000 entreprises adhérentes), dans la mesure où, même si les investissements des entreprises françaises ne fléchissent pas en dépit de taux d'intérêt toujours élevés, l'écart entre l'Union Européenne, d'une part, et les Etats-Unis et la Chine, d'autre part, sur le plan des investissements et de la croissance se creuse. "Si l'Union européenne et les Etats-Unis représentent à peu près le même PIB (produit intérieur brut) par habitant, remarque-t-il, l'Europe ne représente plus que 15 % des investissements mondiaux, contre 30 % pour les Etats Unis qui accélèrent encore très rapidement".

Tous les secteurs sont concernés selon Patrick Martin, de l'automobile aux biotechnologies en passant par le secteur manufacturier, les services et le digital. "Le seul secteur qui se comporte favorablement est l'aéronautique avec des carnets de commande bien remplis. Partout ailleurs, on constate une dégradation, dans l'industrie, dans la distribution, avec une baisse de la consommation et du chiffre d'affaires, dans la construction et le bâtiment, pour lesquels nous pronostiquons une baisse d'activité de 10% ce qui aurait un impact de 0,8 point sur le PIB", analyse le président du Medef.

### **La filière du bâtiment va détruire des emplois en 2024 et la baisse d'activité pourrait représenter 0,8 point de PIB”**

Ce dernier dit ne pas comprendre l'absence de réaction de l'exécutif sur le bâtiment "alors que nous savons déjà que cette filière détruira des emplois en 2024 alors qu'avec la rénovation énergétique elle devrait être en plein boom". Et Patrick Martin, dont les adhérents sont confrontés à la pression des salariés en faveur d'une augmentation des salaires mais aussi à des difficultés de recrutement, de souligner que "le logement représente 40 % des dépenses contraintes des ménages modestes", "60 % des salariés habitant un logement social se disant prêts à refuser une évolution professionnelle nécessitant un déménagement de peur de ne pas pouvoir se reloger".

Parmi les autres motifs d'inquiétude, le Medef cite [les arrêts de la Cour de cassation](#) au sujet des congés payés et des arrêts maladie mettant la jurisprudence française en conformité avec le droit européen.

### **La nouvelle jurisprudence sur les arrêts de travail et les congés payés, c'est 2 milliards d'euros par an pour les entreprises”**

"C'est un renchérissement annuel supplémentaire du coût du travail pour nos entreprises de 2 milliards d'euros, sans parler des provisionnements nécessaires que pourraient nous imposer les commissaires aux comptes à hauteur de 6 milliards d'euros", calcule Patrick Martin. Interrogé par les sénateurs sur le projet de loi immigration, le président du Medef, qui s'est étonné des positions "extrêmement disparates d'un préfet à l'autre" concernant les titres de séjour, a lancé : "Nous formons des étrangers qui donnent entière satisfaction et qui, au terme de leurs études, et

alors que nos entreprises souhaitent les embaucher, ne voient pas leur titre de séjour reconduit. On marche un peu sur la tête !"

Ce dernier s'agace aussi de la volonté du député Renaissance, Marc Ferracci, de remettre en cause certains allègements de cotisations sociales (2) : "Une telle mesure affecterait les secteurs les plus exposés à la concurrence internationale : l'industrie, l'ingénierie, les services, les secteurs financiers, etc".

► A noter : le [projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024](#) considéré comme adopté en première lecture à l'Assemblée nationale prévoit un gel des plafonds de rémunération dans le cadre de la réduction des taux de cotisations maladie et allocations familiales.

## **La CPME fustige un reporting extra-financier inadapté pour les PME**

Invité à s'exprimer à son tour, François Asselin est fâché. La faute à "ces médias qui parlent des milliards reçus par les entreprises". Et le président de la CPME de lâcher : "Certes, nous avons été soutenus pendant la crise Covid, avec les prêts garantis par l'Etat (PGE), mais maintenant, l'immense majorité des entreprises doit rembourser !". Or, en ce moment, poursuit-il, le ralentissement économique en France "s'accélère" et "nous commençons à voir des PME éprouver des difficultés de remboursement de ces prêts garantis". Résultat : certaines entreprises diminuent leur effort d'investissement afin de ne pas être mises en défaut de remboursement. Il faudrait, demande-t-il, procéder à un étalement des remboursements des PGE.

## **La norme sur le reporting social et environnemental effraie les PME par sa complexité”**

Le président de la CPME évoque également la transition économique. Nous sommes tous persuadés qu'il va falloir produire autrement, dit-il, mais la norme CSRD (2), qui va s'appliquer pour les entreprises de plus de 250 salariés, "effraie nos adhérents" par sa complexité et son caractère finalement discriminatoire : "Une PME qui fournit une grande entreprise, on commence à lui demander ses référentiels CSRD car elle est partie prenante. Si vous n'êtes pas labellisés, vous allez perdre vos clients, vos banquiers, vos assureurs".

François Asselin demande, avant toute nouvelle norme, une évaluation de la capacité des PME à s'y adapter "en prenant un panel d'entreprises sur le terrain". Et, "si ça ne fonctionne pas, il faut modifier le projet de norme". Le président de la CPME préconise également une approche par les branches des enjeux de transition écologique : "Nous pourrions faire aussi des tests de branche sur les référentiels qui nous arrivent d'en haut".

## **Pour les employeurs, le retrait de l'article 39 peut être dramatique”**

Autre sujet de préoccupation de François Asselin : [le retrait, dans le projet de loi de financement de la sécurité sociale pour 2024, de l'article 39](#). "Avec les partenaires sociaux, nous avons, dans l'accord national interprofessionnel sur les accidents du travail et les malades professionnelles, sécurisé la faute inexcusable en augmentant les rentes pour les salariés victimes d'accidents du

travail. L'article 39 reprenait cette disposition mais, du fait de la [pression d'associations et de syndicats](#) auprès des parlementaires, cet article a été [retiré par le gouvernement \[par des amendements de suppression\]](#). Pour un employeur, demain, les conséquences peuvent être dramatiques : en cas d'accident du travail, il ne sait pas à combien il peut être condamné. Comment s'assurer pour ce risque ?".

## **Le METI réclame la poursuite de la politique de l'offre**

Dernier à s'exprimer devant les sénateurs, Philippe d'Ornano, co-président du [METI](#), le Mouvement des entreprises de taille intermédiaire (la France compte 5 100 sociétés de 250 à 5 000 salariés, contre 13 000 en Allemagne), se félicite pour sa part de la politique conduite par l'exécutif depuis sept ans, en citant notamment "les baisses de charges sociales", les mesures sur la transmission des entreprises et l'impôt sur la fortune, etc.

Cette politique, juge le dirigeant, commence à porter ses fruits : le chômage baisse, les entreprises continuent d'investir en France, etc. Mais il reste, nuance-t-il, "deux écarts négatifs pour la France, sur les impôts de production et sur le coût du travail qualifié", deux écarts qui entraînent, selon lui, un coût supplémentaire de 80 à 100 milliards d'euros pour les entreprises françaises.

Aussi Philippe d'Ornano déplore-t-il, dans un contexte de tension géopolitique et de coût élevé de l'énergie alors que "le faible coût de l'énergie était un avantage compétitif pour produire en France", que l'exécutif "ralentisse" sa politique de libéralisation économique, alors qu' "une ETI sur deux va se transmettre dans les deux ans", le coût de cette transmission étant selon lui plus fort en France qu'en Europe...

*(1) Parmi les propositions de ce [rapport](#) : évaluer le poids des normes, établir un plan pluriannuel de simplification des normes avec un point d'étape tous les six mois en conseil des ministres, différencier les normes selon la taille des entreprises, etc.*

*(2) La directive européenne CSRD ("Corporate Sustainability Reporting Directive") a pour but d'harmoniser les reportings de durabilité des entreprises, il s'agit d'un reporting extra-financier.*

<https://www.actuel-rh.fr/content/conjoncture-economique-et-sociale-les-inquietudes-du-patronat-pour-2024-0>